

Suspension d'autonomie en vue

Espagne Barcelone et Madrid continuent de jouer au chat et à la souris. Un nouveau rendez-vous crucial annoncé pour samedi.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Dans sa deuxième lettre de la semaine au Premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, le président catalan a finalement reconnu par écrit qu'il n'y a pas eu légalement de déclaration unilatérale d'indépendance (DUI). Mais Carles Puigdemont a rajouté que si Rajoy "persiste à empêcher le dialogue et que la répression continue", le parlement de Catalogne se réunira pour aller au bout du processus demeuré latent depuis le 10 octobre, et a ajouté une fin de non-recevoir à l'autre demande de Madrid qui était le retour complet "à l'ordre constitutionnel".

Madrid avait suggéré à Puigdemont d'organiser de nouvelles élections en Catalogne pour sortir de cette crise. Une proposition qui a pu tenter une partie du camp pro-indépendance, surtout au sein du Parti démocrate européen de Catalogne (PDeCat, de Puigdemont), mais personne dans la coalition indépendantiste n'est disposé à accueillir favorablement la moindre proposition venue de Madrid. Surtout après l'arrestation de Jordi Sánchez et Jordi Cuixart, les deux principaux dirigeants de la mouvance souverainiste.

La réaction de Madrid ne s'est pas fait attendre. Samedi prochain, un Conseil des ministres extraordinaire se réunira avec comme seul ordre du jour la situation en Catalogne. Il s'agira uniquement d'établir dans quelle mesure une partie des institutions de la "comunidad autónoma" (région autonome) sera mise sous tutelle directe du gouvernement central, selon l'article 155 de la Constitution d'Espagne. Parallèlement et simultanément à ce Conseil des ministres, Barcelone annonce une manifestation de soutien aux deux Jordi.

Front contre front

Le gouvernement espagnol intensifie les contacts avec ses alliés du "front constitutionnaliste", le Parti

socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et Ciudadanos (C's, libéraux). Rajoy veut se montrer le plus fort possible à l'heure de mettre au point son projet basé sur l'article 155. "Cette intervention (en Catalogne) doit être brève et limitée, toujours dans le cadre démocratique et en évitant toute limitation des services publics", a prévenu José Luis Ábalos, secrétaire d'organisation du PSOE.

Le ni-ni de Podemos

Podemos (la gauche alternative) critique les deux camps. Puigdemont pour sa volonté d'agir unilatéralement, Rajoy et ses alliés pour leurs plans imminents de limiter l'autonomie catalane. Pour Ñinjo Urkullu, président du Pays basque, Rajoy doit éviter de prendre une décision qui "aggraverait la situation". Les nationalistes basques ont une position très modérée par rapport au conflit en Catalogne, mais ils ont avancé qu'ils voteront contre l'application de l'article 155, un texte qui ne sera examiné au Sénat que dans une dizaine de jours.

Face aux tensions politiques continues, les milieux économiques tirent la sonnette d'alarme. En quelques jours, plus de 800 entreprises ont déménagé leur siège social de Catalogne.

Selon le dernier chiffre connu, les investissements étrangers ont diminué de 10,2% en Catalogne sur le deuxième trimestre de 2017.

Face aux tensions politiques continues, les milieux économiques tirent la sonnette d'alarme. En quelques jours, plus de 800 entreprises ont déménagé leur siège social de Catalogne.

Bruxelles tente d'apaiser les tensions avec Madrid

L'ambiance risquait d'être un peu tendue, ce jeudi soir, entre le Premier ministre belge Charles Michel et son homologue espagnol Mariano Rajoy. Le second n'a pas du tout apprécié les propos tenus par le premier sur la Catalogne dans un entretien accordé le week-end dernier à nos confrères du "Soir" et du "Standaard". Le chef du gouvernement belge y disait que la crise catalane n'était "pas une crise juridique" (l'argument de Madrid) mais "politique" et appelait les deux parties au dialogue. Il justifiait son tweet condamnant les violences policières le jour du référendum, expliquant qu'il avait exprimé spontanément sa con-

viction.

Le gouvernement espagnol s'est dit "stupéfait" d'"attaques" venant d'un "pays partenaire". Selon le quotidien flamand "Het Laatste Nieuws", qui a obtenu copie d'échanges de mails diplomatiques, l'ambassadeur belge à Madrid a été sermonné par le cabinet Rajoy. Il lui a été signifié que l'Espagne trouvait "inacceptable" que la Belgique mette sur le même pied le pouvoir central espagnol et un gouvernement régional (la Generalitat de Catalogne) et s'étonnait de ne pas avoir encore entendu un appel de la Belgique à respecter l'ordre constitutionnel espagnol.

Plus grave : selon Madrid, les déclarations de M. Michel compromettent gravement les relations bilatérales entre les deux pays et *"ne resteront pas sans conséquences"*. Le gouvernement espagnol aurait ainsi menacé de ne pas soutenir la Belge Catherine De Bolle pour prendre la tête d'Europol. Une information démentie par Charles Michel qui a dit *"ne pas pouvoir imaginer"* que les tensions avec Madrid aient un impact sur cette candidature.

Le chef du gouvernement belge a d'ailleurs joué l'apaisement, déclarant qu'il *"n'y a ni incident ni crise"* entre la Belgique et l'Espagne. Après les nom-

breux contacts diplomatiques qui ont permis d'expliquer le sens de ses propos, *"on peut voir qu'il n'y a pas de quoi fouetter un chat"*, a-t-il insisté, tout en précisant qu'il assumait *"chacun des mots utilisés"*.

Les deux hommes étaient assis côte à côte lors du sommet européen de ce jeudi et vendredi, mais une discussion sur ce sujet *"n'a pas été nécessaire"*. Il n'est pas non plus certain que M. Rajoy souhaite "exporter" la crise catalane qualifiée "d'affaire interne à l'Espagne" au niveau européen. Le sujet ne figure d'ailleurs pas au menu de la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union.

OleB